



# RÉGION AUVERGNE



## Toujours plus d'impôts en 2009

Sitôt élue en 2004, la nouvelle majorité socialiste a décidé d'augmenter massivement les impôts en Auvergne. Une fois n'est pas coutume, tout a été mis en œuvre pour expliquer aux Auvergnats que ces augmentations résultaient du désengagement de l'Etat et de la décentralisation.

Avec plus de 67% d'augmentation des impôts régionaux entre 2004 et 2009, la région Auvergne peut revendiquer le titre de championne du matraquage fiscal.

“ Augmentation des impôts même en 2009 ! ”

**Le Conseil régional d’Auvergne a inventé un nouvel adage : « En année impaire, plus d’impôts tu paieras ». 2009 n’aura pas échappé à cette règle. Une question demeure : pour quoi faire ?**

Après + 30% d’augmentation des impôts locaux en 2005, puis + 25 % en 2007, la majorité régionale a récidivé en 2009 en décidant d’alourdir la fiscalité directe de + 5 % supplémentaires, soit + 70,63 % en 5 ans.

Evolution comparable pour les cartes grises, ré-évaluées de + 25 % en 2005 et de + 33% en 2007.

Au total, en ajoutant la taxe intérieure sur les produits pétroliers, ce sont 240 millions de recettes

fiscales supplémentaires qui auront été prélevées par la majorité régionale en 5 ans.

***Renoncement à l’engagement de ne pas augmenter les impôts.***

Pourtant, cela avait été écrit et répété lors de la campagne électorale de 2004 : la fiscalité régionale ne devait pas être alourdie. Résultats, en cinq ans, les impôts directs ont augmenté de plus de 70 %, un quasi-record national, la taxe sur les cartes grises de près de 67 % et la taxe sur les

## D’UNE RÉGION PROPRIÉTAIRE A UNE RÉGION LOCATAIRE

A constater les multiples augmentations des taxes foncières en Auvergne depuis 2005, on se doutait que la majorité régionale n’aimait pas les propriétaires. Mais de là à imaginer qu’elle se séparerait petit à petit de tous les biens immobiliers du Conseil Régional...

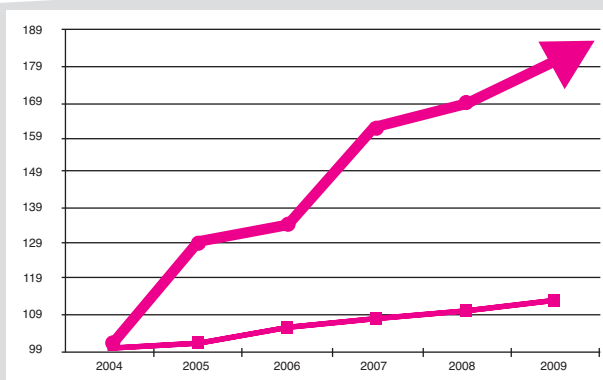
- les véhicules de services : vendus !
- les locaux de la Maison de l’Auvergne à Paris : vendus !
- le bâtiment destiné à accueillir le Fonds Régional d’Art Contemporain et exposer ses collections : vendu !
- le bâtiment abritant la Salle d’Assemblée, les salles de réunion, les groupes politiques, les archives et l’ARD : vendu !

En remplacement, le Conseil Régional d’Auvergne loue désormais 11 sites pour loger son personnel, moyennant un montant de loyers de 1,5 millions d’euros par an... (pour mémoire, en 2004, ceux-ci représentaient 600 000 euros pour seulement 4 sites loués).

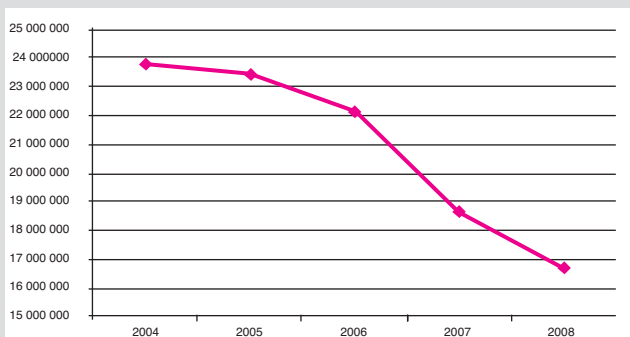
Seule acquisition de la majorité : un terrain vague et un tas de gravas remplis d’amiante payés près de 3 millions d’euros, où était prévu la construction d’un Hôtel de Région, aujourd’hui abandonné !

“ Avec près de 71% d'augmentation des impôts régionaux entre 2004 et 2009, la région Auvergne peut revendiquer le titre de championne du matraquage fiscal ”

### Evolution du produit de la fiscalité auvergnate (en millions d'euros)



### Crédits consacrés au développement économique (comptes administratifs)



sence portée à son maximum. Ce sont ainsi plus de 240 millions d'euros supplémentaires prélevés dans le portefeuille des auvergnats.

Mais, les impôts n'augmenteront pas en 2010, a promis le Président de Région qui pense peut-être que cela sera suffisant pour faire oublier aux auvergnats le hold-up fiscal des années précédentes !

### **Renoncement à l'engagement de désendetter la Région.**

Les mots de la majorité actuelle n'étaient jamais assez durs pour dénoncer une dette prétendument insupportable qu'elle promettait de diminuer. Où en est-on aujourd'hui du désendettement ? Au 31 décembre 2003, l'encours de la dette régionale s'élevait à 333 millions d'euros. Il est à présent de 490 millions et dépassera largement les 500 millions à la fin de cette année, soit près de 50 % de plus !

Au final, plus d'impôts, plus de dette mais pour quelle réponse aux besoins nombreux et urgents de l'Auvergne ?

Car là est le plus grave, nous ne pouvons que constater le désengagement de la Région de domaines essentiels pour le développement de l'Auvergne.

### **Abandon d'une politique ambitieuse d'investissements.**

En 2004, alors que les impôts n'avaient pas augmenté depuis 8 ans, le Conseil régional était capable d'investir 213 millions d'euros pour des dépenses réelles d'équipement. En 2009, il n'investira plus que 189 millions d'euros. Une baisse de plus de 11 %.

Quand en 2004, 1 euro d'impôt était prélevé, la Région en réinvestissait deux pour des projets structurants et pérennes, utiles au développement de l'Auvergne et des Auvergnats. En 2009, pour un euro prélevé, la majorité régionale n'en réinvestit plus qu'un seul.

### **Abandon du désenclavement et de l'ouverture de l'Auvergne.**

Afin de poursuivre le désenclavement de l'Auvergne et parallèlement à l'amélioration des voies ferroviaires, celle des liaisons routières doit rester une priorité. C'est un enjeu d'aménagement du territoire et de développement économique. C'est une question de sécurité routière et de vies épargnées.

Or par dogmatisme, l'actuelle majorité est la seule grande collectivité auvergnate à refuser de participer au financement des routes aux côtés

## **CRASH AU DÉCOLLAGE**

Le 4 juillet 2006, la majorité régionale décide de créer une société « *de gestion des actifs aéronautiques* ». Personne ne comprend bien de quoi il s'agit, mais ce sera un « *exemple très démonstratif* » de la nouvelle politique économique régionale, assure l'exécutif. La Région, via l'Agence Régionale de Développement, prend donc 20% du capital et se trouve quelques partenaires pour l'accompagner. Objectif affiché : « *la création d'une trentaine d'emplois en interne et permettra probablement à terme, la création de quelques centaines d'emplois dans les industries aéronautiques* ». Résultat de cette nouvelle politique économique : près d'un million d'euros en études préalables ; 100 000 euros de capital ; 0 euro de chiffre d'affaires, 466 000 euros de pertes cumulées en 2 ans. Après un lancement en fanfare, c'est en catimini que l'exécutif revend en mai 2008 la société pour un euro symbolique... la valeur de sa nouvelle politique économique ?

# “ Malgré la crise, les aides en faveur du développement économique ne cessent de diminuer. ”

de l'Etat, retardant ainsi des opérations indispensables pour l'aménagement du territoire, le développement économique et la sécurité routière.

## **Abandon du développement économique, malgré la crise sans précédent qui touche les entreprises auvergnates.**

En 2008, après un démantèlement complet des aides économiques, seuls 16 millions ont été dépensés pour soutenir l'industrie, le commerce et l'artisanat, et donc les emplois, sur 21 millions d'euros annoncés. Ainsi, se poursuit l'érosion des crédits consacrés au développement économique entamée en 2004.

Lors du vote du budget primitif 2009, l'exécutif régional ne tirait aucune leçon de la situation économique catastrophique mondiale :

- baisse des dépenses d'investissements alors que les entreprises auvergnates, notamment celles du BTP, comptent sur la commande publique pour traverser la crise ;
- stagnation des aides à l'industrie, au commerce et à l'artisanat, quand ces secteurs ont plus que jamais besoin d'un soutien accru ;
- augmentation de la fiscalité régionale directe et des cartes grises, au moment où nos concitoyens craignent pour leur pouvoir d'achat.

Il est vrai qu'alors que la crise faisait rage depuis des mois, le Président de Région déclarait en janvier 2009 : « *L'Auvergne a plus d'emplois industriels que la moyenne des Régions françaises. Alors-est-ce que pour autant nous sommes plus menacés que d'autres par rapport à la crise et à la montée du chômage ? [...]*

*Objectivement je ne le crois pas » ;* Minimisant – pour ne pas dire nier – les effets de la situation économique.

Face à ce budget déconnecté de la réalité économique de l'Auvergne, il a fallu que l'opposition régionale réclame la tenue d'une session extraordinaire consacrée à l'économie et l'emploi. Ce n'est qu'avec réticence que le Président du Conseil régional, qui n'en voyait pas l'utilité, a consenti à l'organiser le 2 mars 2009.

Alors que l'on aurait dû voir la mise en place d'un plan de soutien à l'économie régionale, comme l'ont fait de nombreuses autres collectivités en France, l'exécutif s'est contenté de présenter quelques ajustements de ses programmes, financés pour 14,3 millions d'euros par l'Etat ; 3,5 millions par l'Union Européenne ; **l'effort pro- pre du Conseil régional se résumant à un seul petit million d'euros.**

